

# AJ Pénal

ACTUALITÉ JURIDIQUE PÉNAL



## 247 JUSTICE INTERNATIONALE PÉNALE : BILAN ET PERSPECTIVES

262 Le rôle de l'avocat dans le processus  
d'élaboration de la jurisprudence pénale

264 L'indemnisation des victimes d'actes  
de terrorisme en droit français

282 Pas de mesures de garde à vue supplétives  
ou simultanées pour la Cour de cassation

DAJLOZ

## 239 Éditorial

## 242 Au fil du mois

## 247 Dossier JUSTICE INTERNATIONALE PÉNALE : BILAN ET PERSPECTIVES

La lutte contre l'impunité à l'épreuve du procès équitable  
par Jean-Marie Biju-Duval.....248

Un accès effectif à la justice ? — La mise en œuvre des  
droits des victimes devant la cour pénale internationale  
par Mariana Pena.....251

La création d'un pôle judiciaire crimes contre l'humanité,  
crimes et délits de guerre. Histoire et enjeux  
par Aurélie Devos.....255

La proposition de loi Sueur : vers une mise en  
conformité du droit français en termes de lutte  
contre l'impunité des crimes les plus graves  
par Clémence Beccate et Patrick Baudoin.....257

Extrader ou juger : une obligation pour  
les États s'agissant des crimes de torture  
par Ghislain Poissonnier.....259

## 262 Pratiques

Le rôle de l'avocat dans le processus d'élaboration de la jurisprudence pénale  
par François Saint-Pierre.....262

L'indemnisation des victimes d'actes de terrorisme en droit français  
par Robert Cario.....264

## 270 Jurisprudence

ARRÊT DU MOIS : CJUE 26 févr. 2013

Le principe *ne bis in idem* : entre harmonisation et dissonance européennes  
par Carine Copain.....270

## Pénal général

## RESPONSABILITÉ PÉNALE

Exigences de motivation en matière de responsabilité pénale  
des personnes morales  
Crim. 22 janv. 2013, n° 12-80.022.....273

## Infractions

## AVOCAT

Exercice illégal de la profession d'avocat :  
un champ d'application étendu pour une sanction tenue  
Crim. 5 févr. 2013, n° 12-81.155.....275

## NON-JUSTIFICATION DES RESSOURCES

Autonomie du délit de non-justification de ressources par rapport  
au délit d'origine  
Crim. 27 févr. 2013, n° 12-81.063.....276

## TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

Le statut de réfugié : une réponse pour les victimes de la traite  
des êtres humains et de la prostitution  
Cour nationale du droit d'asile, 15 mars 2012, n° 11017758.....277

## Procédure pénale

## AMENDE PÉNALE

Rejet de la réclamation du prévenu en l'absence de communication  
de l'avis d'amende forfaitaire majorée  
Crim. 8 janv. 2013, n° 12-80.340.....279

## DÉTENTION PROVISOIRE

De la nécessaire diligence de l'administration pénitentiaire en cas  
d'appel d'un mis en examen détenu  
Crim. 15 janv. 2013, n° 12-87.079.....280

L'ordonnance de refus de prolongation de la détention provisoire en fin  
d'information, mirage de liberté

Crim. 14 nov. 2012, n° 12-85.996.....282

## GARDE À VUE

L'accès au dossier par l'avocat de la personne gardée à vue : un  
accès limité conditionné à une demande expresse  
Crim. 18 déc. 2012, n° 12-85.735.....283

Pas de mesures de garde à vue supplétives  
ou simultanées pour la Cour de cassation  
1<sup>re</sup> espèce, Crim. 11 avr. 2012, n° 11-85.224  
2<sup>e</sup> espèce, Crim. 30 oct. 2012, n° 11-87.744.....284

## MANDAT

Accusé en fuite : le mandat d'arrêt décerné par la  
cour d'assises avant toute condamnation ne vaut pas  
mandat de dépôt  
Crim. 22 janv. 2013, n° 12-87.199.....286  
L'émission d'un mandat d'arrêt européen ne nécessite  
pas d'avoir entendu la personne recherchée  
CJUE 29 janv. 2013, n° C-396/11.....287

## NULLITÉ DE PROCÉDURE

Recueil des confidences du mis en examen  
et droits de la défense  
Crim. 5 mars 2013, n° 12-87.087.....288

## SAISIE

Conditions de l'affectation d'un bien saisi à un service  
enquêteur  
Crim. 22 janv. 2013, n° 12-81.046.....290

## Exécution des peines

## LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Si ce n'est la libération conditionnelle expulsion  
c'est la libération conditionnelle de droit commun  
Crim. 4 avr. 2013, n° 13-80.447.....291

## PRISON

La détention provisoire nécessaire d'un prévenu  
néanmoins levée pour raison médicale  
JLD Paris, ord., 14 juin 2012.....292

## En bref

## PRISON

Le greffe de l'établissement pénitentiaire est fondé à  
retenir un arrêt de condamnation  
CE 12 avri. 2013, n° 364029.....294

**AMENDE FORFAITAIRE****AVOCAT**

Pratique

**DÉTENTION PROVISOIRE****FRAUDE FISCALE**

Actualité

**GARDE À VUE****JUSTICE INTERNATIONALE PÉNALE**

Dossier

Dossier

Dossier

Dossier

Dossier

**LIBÉRATION CONDITIONNELLE****MANDAT D'ARRÊT****MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN****NON JUSTIFICATION DES RESSOURCES****NULLITÉ DE PROCÉDURE****PRISON****RESPONSABILITÉ PÉNALE****SAISIE****SANCTION**

Arrêt du mois

**TRAITE DES ÊTRES HUMAINS****VICTIME**

Pratique

**CONTESTATION**

- Formalisme..... 279

**EXERCICE ILLÉGAL DE LA PROFESSION**

- Sanction ..... 275

**GARDE À VUE**

- Accès au dossier..... 283

**STRATÉGIE JUDICIAIRE**

- Élaboration des réformes ..... 262

**APPEL D'UN REFUS DE MISE EN LIBERTÉ**

- Transmission au greffe ..... 280

**FIN DE L'INSTRUCTION**

- Titre de détention ..... 282

**MALADIE GRAVE**

- Libération sous contrôle judiciaire ..... 291

**PARQUET**

- Réforme ..... 244

**ACCÈS AU DOSSIER**

- Demande expresse..... 283

**AUDITION**

- Procédure distincte ..... 284

**BILAN ET PERSPECTIVES**

- Compétence universelle du juge français..... 257

- Droits de la défense devant la CPI..... 248

- Droits des victimes devant la CPI..... 251

- Obligations des États en cas de crimes de tortures..... 259

- Pôle judiciaire français des crimes contre l'humanité..... 255

**ÉTRANGER**

- Terroriste..... 291

**ACCUSÉ EN FUITE**

- Placement en détention provisoire..... 286

**VALIDITÉ**

- Audition avant l'émission du mandat..... 287

**AUTONOMIE DU DÉLIT**

- Trafic de stupéfiants..... 276

**OFFICIER DE POLICE JUDICIAIRE**

- Recueil de confidences du mis en examen ..... 288

**MALADIE GRAVE**

- Détention provisoire ..... 293

- Rétention de correspondance..... 294

**PERSONNE MORALE**

- Délégation de pouvoir ..... 273

**AFFECTATION DU BIEN**

- Service des domaines ..... 290

**PRINCIPE NE BIS IN IDEM**

- Union européenne ..... 270

**VICTIME**

- Statut de réfugié..... 277

**TERRORISME**

- Indemnisation ..... 264